

ques ou protocolaires le fait que nous refusions ouvertement d'intervenir dans les affaires politiques d'un autre pays. On ne peut pas qualifier de simples scrupules le fait que le gouvernement canadien veut respecter les résolutions de l'OUA. On ne peut pas qualifier de stupide le fait que nous respectons ce que nous avons aidé à construire, en l'occurrence un pays ami, membre du Commonwealth.

Toutes ces considérations conservent leur importance, si nous voulons jouer un rôle dans l'œuvre de reconstruction qu'il faudra entreprendre au lendemain du conflit nigérian actuel, si nous voulons conserver le respect de l'ensemble du continent africain et si nous voulons préserver la réputation du Canada à l'étranger comme pays qui agit d'une façon responsable.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le secrétaire parlementaire, mais je dois lui dire que son temps de parole est expiré, à moins qu'il n'obtienne le consentement unanime de la Chambre.

• (10.20 p.m.)

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'espère qu'il sera autorisé à continuer afin qu'il puisse répondre à la question à laquelle il a dit qu'il répondrait à la fin de son discours.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant: Avec l'assentiment unanime, le secrétaire parlementaire peut continuer.

M. Goyer: Je remercie les députés. Le gouvernement canadien estime également que personne ne devrait envoyer d'armes sur le théâtre de guerre nigérian. C'est une déclaration ferme et souvent répétée. Elle a aussi été exprimée aux leaders d'autres gouvernements à la fois par le premier ministre et par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et elle est bien connue de l'Angleterre et de l'Union soviétique ainsi que des autres pays intéressés.

Récemment, M. Stewart, secrétaire aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, et M. Gromyko, secrétaire aux Affaires étrangères de l'Union soviétique, se trouvaient à Ottawa. Lorsque leurs conversations en sont venues au conflit nigérian, on leur a rappelé la politique du Canada de ne pas fournir d'armes ainsi que notre opinion que personne ne devrait en fournir. Ce sont là des faits, et personne ne saurait accuser le gouvernement de passivité.

Les députés conviendront que la cessation des envois d'armes seulement du côté nigérian n'amènera pas nécessairement la fin de la guerre. Il faut qu'on arrête les envois d'armes

des deux côtés. Mais les pays dont on dit qu'ils fournissent des armes au Biafra le nient. Il est donc extrêmement difficile de trouver le moyen d'arrêter tous les envois d'armes. Le gouvernement canadien fait à nouveau appel à tous ceux qui fournissent des armes aux deux protagonistes de ce tragique conflit pour qu'ils revoient leur politique. La cessation complète des envois d'armes permettrait sans conteste de hâter la fin de cette guerre tragique et épargnerait bien des vies. Pour conclure, je pourrais récapituler brièvement les éléments fondamentaux de la position gouvernementale. Premièrement, nous sommes prêts à contribuer encore de façon substantielle à soulager les besoins du Nigéria par quelque moyen réalisable et approprié dont le gouvernement puisse disposer.

Deuxièmement, tout comme beaucoup d'autres, nous demeurons convaincus que la réponse la plus pratique et la plus efficace aux problèmes des secours immédiats à assurer dans la zone sécessionniste consiste à inaugurer de façon urgente les vols de secours de jour.

Troisièmement, tout en suivant de près les inlassables efforts déployés en vue de la conclusion d'un accord sur les vols de jour, le gouvernement cherche également à déterminer les solutions de rechange susceptibles d'améliorer l'ensemble de la situation en ce qui concerne les secours. Quatrièmement, nous sommes disposés, selon la formule que pourraient nous suggérer les parties en présence, à apporter notre concours à la mise en œuvre d'un règlement de paix négocié. Cinquièmement et dernièrement, nous envisageons que le Canada jouera un rôle concret dans l'œuvre de réorganisation et de reconstruction qui sera obligatoirement entreprise après ce conflit tragique. Je sais que tous les députés partagent avec l'ensemble des Canadiens le ferme espoir que le jour où cette œuvre de reconstruction pourra être entreprise ne soit différé beaucoup plus longtemps. Depuis toujours, le Canada a beaucoup aidé le Nigéria économiquement, comme en témoigne le montant de près de 20 millions que nous avons octroyé depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, en plus des secours d'un montant de trois millions. La paix permettra de poursuivre avec une impulsion nouvelle la mise en œuvre de ces programmes importants.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je me demande si je ne pourrais pas maintenant poser une question au secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je l'ai écouté avec intérêt, et j'ai pris note de ce qui, d'après lui, nous est impossible. D'accord, il y a des choses que le Canada ne peut faire à l'heure actuelle et certaines tentatives, comme

[M. Goyer.]